

Rapport mondial sur les drogues 2015 de l'ONUDC : la consommation de drogues doit être traitée comme une question de santé publique prioritaire

26 juin 2015



La consommation de drogues illicites doit être considérée comme une situation sociale et sanitaire qui nécessite une prévention, un traitement et des soins durables. Telle est l'une des principales conclusions qui ressort du Rapport mondial sur les drogues 2015 publié le 26 juin par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Présenté à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues, le rapport offre un aperçu détaillé des dernières évolutions en matière de consommation de drogues, de production, de trafic et de conséquences sanitaires. Près de 27 millions de personnes seraient dépendantes aux drogues, dont la moitié aux drogues injectables. En 2013, on estimait à 1,65 million le nombre de consommateurs de drogues injectables vivant avec le VIH (environ 13,5 %) ; de plus, les femmes qui consomment des drogues injectables, bien que moins nombreuses, sont souvent beaucoup plus susceptibles d'être infectées que les hommes.

Dans un chapitre consacré au VIH, le rapport note également qu'il existe une préoccupation majeure sur l'accès au traitement antirétroviral et aux programmes de réduction des risques pour les consommateurs de drogues injectables et que seulement un consommateur sur six souffrant de troubles liés à la consommation de drogues ou de dépendance bénéficie de ces

programmes, qui incluent l'échange d'aiguilles et de seringues et le traitement substitutif aux opiacés. Le rapport reconnaît que des progrès ont été accomplis dans la baisse de la transmission du VIH chez les consommateurs de drogues injectables : les nouveaux cas de VIH diagnostiqués au sein de ce groupe ont chuté d'environ 10 % entre 2010 et 2013. Toutefois, la communauté internationale est bien loin de l'objectif mondial de réduire la transmission de 50 % d'ici 2015, tel qu'il avait été défini dans la Déclaration politique de 2011 de l'ONUSIDA sur le VIH/sida.

Les implications de la consommation de drogues illicites pour la santé publique mises en avant dans le rapport ont été examinées en détail lors d'une réunion d'information spéciale à Genève organisée par l'ONUSIDA, l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). À cette occasion, le Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA Aldo Lale-Demoz a insisté sur la nécessité d'une approche sur plusieurs fronts qui aille au-delà du démantèlement des réseaux criminels. « Il faut aussi en faire plus pour promouvoir l'importance de considérer et de traiter la consommation de drogues comme une situation sociale et sanitaire qui nécessite une prévention, un traitement et des soins durables », a-t-il déclaré.

Luiz Loures, Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA, a souligné qu'une approche centrée sur l'humain était requise pour atteindre les consommateurs de drogues. « Nous avons les connaissances et la technologie pour mettre fin à l'épidémie de sida, mais l'accès a été sélectif. La différence se situe entre une bonne et une mauvaise politique. Les droits humains devraient être garantis et la santé placée au cœur de la riposte ».

Selon Shekhar Saxena, Directeur du Département de la santé mentale et des toxicomanies de l'OMS, les systèmes de santé nationaux n'ont souvent pas les capacités requises pour proposer un traitement et des soins efficaces aux consommateurs de drogues. Il ajoute que l'OMS continuera de proposer des orientations et une aide aux pays « afin de renforcer les systèmes de santé et d'atteindre l'objectif ultime des conventions des Nations Unies sur les drogues : protéger la santé et le bien-être de l'humanité ».

Les personnes qui consomment des drogues injectables représentent environ 30 % des nouvelles infections à VIH en dehors de l'Afrique subsaharienne et deux sous-régions présentent des taux sensiblement élevés d'infection à VIH chez les consommateurs de drogues injectables : environ 29 % dans le sud-ouest de l'Asie et environ 23 % dans l'est et le sud-est de l'Europe, une région qui concentre environ 40 % du chiffre mondial de ces consommateurs vivant avec le VIH, principalement en Russie et en Ukraine.